

[Outils] 4 startups qui prennent le droit de concurrencer les métiers du secteur juridique

Si la révolution est en train de toucher l'ensemble des secteurs d'activité, il se trouve que le domaine juridique reste compliqué à aborder, du fait de la multiplicité des cas à étudier. Pourtant certaines startups ont souhaité jouer le rôle de trouble-fêtes sur un créneau qui est parfois jugé comme complexe. Si vous souhaitez aller plus loin, n'hésitez pas à consulter les articles de [Marion Le Marchand](#), avocate et rédactrice juridique pour Maddyness.[hr]

Dernièrement dans nos colonnes, nous avons relayé l'initiative originale du cabinet d'avocats [August et Debouzy](#) qui, via le biais d'un programme adapté, assurait un programme d'accompagnement auprès d'une promotion de 6 startups, sélectionnées à partir des 35 dossiers reçus.

[quote]A relire: [\[Juridique\] Start You Up, l'initiative originale d'un cabinet d'avocat en faveur des startups](#)[/quote]

Toutes ces startups ont un point commun: elles veulent simplifier la rédaction des documents juridiques et mettre en relation les particuliers ou les entreprises, avec des avocats pour aller plus loin dans la personnalisation des questions juridiques. Au même titre que tout le monde ne connaît pas le code et les langages informatiques, tout le monde n'est pas forcément au fait du droit français, et c'est sur la démocratisation du droit que souhaitent s'intégrer ces jeunes entreprise.

Par exemple, [Legalife](#), s'adresse dans son offre de service à la fois aux particuliers et aux professionnels, en leur permettant de rédiger leur document, en répondant à quelques questions en ligne. Banque, Assurance,

Immobilier ou encore Travail, tous ces sujets de la vie de tous les jours sont couverts par la plateforme en ligne. Le business model de Legalife est assez simple: certains documents sont consultables gratuitement de manière illimitée, d'autres sont accessibles à l'achat pour moins de 10 euros. Une offre Premium est aussi mise en avant pour 10 à 35 euros par mois, intégrant l'ensemble des services de la plateforme.

De son côté, Jureka, entreprise soutenue financièrement par Scientipôle Initiative, se définit comme un fournisseur d'accès au droit et garantit l'information que vous pouvez chercher sur internet. « *Jusque là réservée aux seuls professionnels du droit, Internet a imposé la nécessité d'une information juridique claire et accessible, destinée au grand public* » précisent Hugues Morcillo et Karine Abbou dans une tribune parue sur le Huffington Post. Fait intéressant, sur le site Jureka.fr, il est impossible de sélectionner du contenu avec son curseur. Une bonne pratique pour toutes les startups pour éviter la copie de contenu?

Pour les professionnels qui démarrent, la solution pourrait se trouver du côté de CaptainContrat, qui promet la rédaction de documents par des avocats, tels que les statuts, le pacte d'associés ou encore les contrats de travail, en quelques jours, avec des prix en-dessous des tarifs pratiqués par le marché (entre 2 et 4 fois moins cher). Par exemple, dans le cas de la rédaction des statuts d'une SAS, il faudra compter 390 euros. En option, vous pourrez opter pour l'immatriculation (300 euros en plus des statuts) et pour une heure de conseil avec un avocat, il vous faudra déboursier 150 euros.

Lancé depuis plus d'un an, LegalStart offre un service qui souhaite être adapté aux TPE et PME. Legalstart.fr souhaite donner accès à cette clientèle délaissée un service de qualité équivalente, sur-mesure et optimisé, à un prix abordable. Rédiger ses statuts, signer un pacte d'actionnaires, embaucher un premier salarié, protéger sa marque ou encore signer son premier contrat commercial sont des étapes cruciales du créateur d'entreprise. Celui-ci est souvent livré à lui-même et fait généralement appel à un conseil extérieur pour le guider.

[quote]A relire: [Outils] Rédigez vos documents juridiques avec un expert en 20 minutes grâce à LegalStart[/quote]

Crédit Photo: Shutterstock